Le Conseil,

Vu le rapport du 15 février 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La Communauté urbaine a acquis, par divers actes, un immeuble en copropriété et déclaré sinistré, situé à l'angle des 58, rue Montesquieu et 40, rue Sébastien Gryphe à Lyon 7°.

Dans cet immeuble, la Communauté urbaine a notamment acquis, par acte du 10 juillet 1997, les lots n° 3 et 4 au rez-de-chaussée, qui sont constitués par un fonds de commerce de bar, exploité par mesdames Djellouli.

Afin de libérer l'immeuble et aux termes de la convention qui vous est soumise, mesdames Djellouli accepteraient de libérer les lieux moyennant le versement, par la Communauté urbaine, d'une indemnité globale pour cessation d'activités de 80 000 F conforme à l'estimation dégagée par les services fiscaux ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite convention ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve la convention destinée à régulariser cette affaire.

2° - Autorise monsieur le président à la signer ainsi que l'acte authentique à intervenir.

2° - La dépense en résultant sera prélevée sur le budget de la Communauté urbaine - exercice 1999 - compte 211 800 - fonction 651 - opération 0095.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,